

*Risorgimento conteso. Memorie e usi pubblici nell'Italia contemporanea*

Massimo Baioni

Diabasis, Reggio Emilia, 2009, 251 pages, 24 euros.

in « Laboratoire italien », 10-2010, pp. 264-268.

À la veille de la célébration du cent cinquantième de l'unité italienne, le livre publié par Massimo Baioni en 2009, *Risorgimento conteso. Memorie e usi pubblici nell'Italia contemporanea*, constitue un instrument précieux pour tous ceux qui désirent s'aventurer dans le maquis des différentes lectures et interprétations - mais surtout « usages publics » - du Risorgimento. Composé pour l'essentiel de textes déjà publiés dans des revues ou actes de colloque et remaniés à cette occasion, il se présente pourtant comme un ensemble harmonieux, divisé en deux parties tout à la fois bien distinctes et articulées. La première partie, *Le stagioni del mito*, reconstruit les principaux enjeux des débats autour de la « mémoire » du Risorgimento, de l'Unité jusqu'aux célébrations du centenaire, en 1961. La seconde partie, *Memorie, luoghi e strumenti della rappresentazione*, propose une série d'études sur la façon dont ces débats de mémoire se sont manifestés dans les écrits privés, les célébrations publiques, mais aussi dans les politiques muséale et monumentale. Ainsi, Massimo Baioni poursuit et élargit son travail d'investigation sur les musées et institutions du « *culto risorgimentale* », pour reprendre le sous-titre de son ouvrage de 1993, *La « religione della patria ». Musei e istituti del culto risorgimentale (1884-1918)*, Quinto di Treviso, Pagus Edizioni ; un ouvrage qui avait été suivi, en 2006, d'une vaste et belle synthèse consacrée aux « usages » fascistes, *Risorgimento in camicia nera. Studi, istituzioni, musei nell'Italia fascista*, Torino, Carocci Editore.

La première partie de *Risorgimento conteso* reconstitue dans leurs grandes lignes les principales « tendances » de ces trois époques que furent la période libérale, le *Ventennio* fasciste, et l'Italie républicaine, du moins jusqu'en 1961. Elle permet de mesurer « le rôle qui a été assigné au Risorgimento après 1861 dans le cadre des politiques de la mémoire, des processus de légitimation politique et de nationalisation des Italiens ». Dans son premier chapitre, intitulé « *L'Italia unita allo specchio del Risorgimento. Memorie in conflitto in età liberale* », l'auteur montre comment, de l'Unité jusqu'à la première guerre mondiale, domina de fait l'image édifiante d'un Risorgimento « *conciliatorista* », présenté comme le résultat d'une « *coralità* » oecuménique des sacrifices des patriotes. Ce mythe d'un Risorgimento « pacifié » fut élaboré après la mort de ses principaux acteurs, à l'époque crispinienne. Il visait en réalité à « harmoniser » les conceptions dynastique et sabaudienne d'une part, et « *democratico-garibaldina* » d'autre part. Diffusée en particulier à travers l'École et l'Armée - « lieux privilégiés de l'éducation patriotique des Italiens » - cette vision tendait à présenter l'image d'une « monarchie populaire », dont la légitimité était ancrée dans la signification révolutionnaire des plébiscites de

1860. On la retrouve exprimée, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, dans des oeuvres comme *Cuore*, de Edmondo De Amicis, ou comme la *Storia critica del Risorgimento italiano* de Carlo Tivaroni, ou encore les *Noterelle di uno dei Mille* de Giuseppe Cesare Abba, et elle fut à la base des célébrations du cinquantenaire, en 1911.

Sur le plan des musées, des célébrations et des politiques monumentales, Baioni montre comment les villes italiennes, dans les vingt dernières années du XIX<sup>ème</sup> siècle, devinrent « le lieu d'une mise en scène de l'histoire de la patrie centrée sur l'exaltation édifiante du Risorgimento *conciliatorista* ». La mémoire du Risorgimento avait alors pour fonction de créer un « dépôt mythologique » d'images, de héros, d'événements dans lequel les Italiens étaient appelés à reconnaître les traits constitutifs de l'histoire et de l'identité de la nation. Certes, l'appropriation de la tradition garibaldienne par le monde libéral entraîna aussi une radicalisation des conflits de mémoire de la part de l'opposition, en particulier républicaine et socialiste. Il n'en reste pas moins vrai que, épurées de leur contenu le plus subversif, les figures de Mazzini et de Garibaldi furent assimilées, intégrées par la classe dirigeante. Elles le furent aussi, au moment de l'entrée en guerre, par la culture « *interventista* », et le nationalisme dannunzien ne manqua pas de se revendiquer du volontarisme garibaldien.

Pour la période du *Ventennio*, Baioni montre avec beaucoup de finesse les multiples ambiguïtés de la célébration du Risorgimento par la culture fasciste - ou plutôt par *les* cultures fascistes, tant il est vrai que l'on ne saurait considérer le fascisme de façon monolithique, et que « la force et en même temps la faiblesse du fascisme ce fut justement la coexistence et le croisement entre les différentes âmes de sa culture ». C'est donc une sorte de tableau synthétique des façons dont le Risorgimento fut représenté par ces différentes « âmes » que l'on trouve dans le deuxième chapitre de l'ouvrage, « *I rituali del fascismo e la controversa eredità del Risorgimento* ». Si d'un côté le fascisme tendait souvent à se penser comme un mouvement révolutionnaire, de rupture, il entendait en même temps se revendiquer d'une tradition italienne dont il se voulait, de façon téléologique, l'aboutissement et l'accomplissement (d'où l'importance du phénomène du *precursorismo*). De sorte que, comme l'écrit Baioni, « toute l'expérience du *Ventennio* est traversée par cette tension interne (...); une tension caractéristique de la double exigence consistant à revendiquer une continuité avec le passé, plié à une lecture nationaliste, et en même temps à ne pas annuler l'originalité de l'expérience politique et sociale du fascisme ».

Quoi qu'il en soit de la complexité et des ambivalences constitutives de ce curieux mélange de modernisme et de traditionalisme que fut le fascisme, il est indéniable que, dès les premières années de l'après-guerre, celui-ci tenta d'incorporer les mythes patriotiques traditionnels, en se présentant comme le véritable interprète et héritier des mythologies de la première guerre mondiale, mais aussi du Risorgimento. Si Garibaldi fut indéniablement l'objet d'une récupération de la part de Mussolini et de son régime, le fait de confier, en 1935,

la charge de ministre de l'instruction publique à un « traditionaliste » comme Cesare Maria de Vecchi montrait néanmoins à quel point le « filon » dynastique et sabaudien restait puissant. Cela montrait comment le régime « se nourrissait de la tradition romaine et de la tradition étatique et militaire piémontaise, considérées comme le noyau embryonnaire de la nouvelle dimension impériale de l'Italie mussolinienne ».

Après la chute du fascisme et l'instauration de la République, on assista indéniablement à une réelle réévaluation de la tradition « démocratique » du Risorgimento ; une tradition dont s'était déjà revendiqué, dans les années trente, les frères Rosselli, au sein du mouvement « *Giustizia e Libertà* », dans le but de ne pas abandonner au fascisme le « monopole » des mythes patriotiques italiens. Ainsi, le troisième chapitre, « *Miti di fondazione. Il Risorgimento democratico e la Repubblica* », raconte l'histoire de la réémergence de cette tradition « perdante ». Pour les partis politiques issus de la Résistance, de la démocratie chrétienne au parti communiste, il était impossible de ne pas se revendiquer de l'héritage du Risorgimento. Pour la gauche en particulier, en dépit des propos critiques de Togliatti sur le « *cosiddetto Risorgimento* » ou des thèses de Gobetti sur le « *Risorgimento senza eroi* », il s'agissait de présenter la Résistance comme un « *secondo Risorgimento* », et de renforcer sa légitimité en mettant en avant le rapport étroit qu'elle entretenait avec la tradition patriotique. En rapprochant Résistance et Risorgimento, les partis de gauche garantissaient leur enracinement dans l'histoire et les traditions de la nation, en dépit des orientations « internationalistes » de leurs idéologies. Mais Baioni insiste aussi sur le fait que, de façon plus profonde encore, au lendemain du *Ventennio* et de la guerre, l'Italie dans son ensemble souffrait d'un « déficit d'identité et de patrimoine symbolique » qui obligeait le pays à se confronter avec sa tradition nationale et à « cultiver un nouveau sentiment d'appartenance ».

Ainsi, on peut affirmer que, en dépit des oppositions politiques fortes de l'après-guerre, prévalut néanmoins, dans le nouveau contexte démocratique et républicain, la nécessité de dépasser les interprétations « oléographiques, nationalistes et provinciales, héritées du passé lointain et récent ». À cet égard Massimo Baioni estime que la célébration du centenaire de l'Unité, en 1961, représente une sorte de « chant du cygne » de la mémoire du Risorgimento. Ce n'est que par la suite que devait réellement s'affirmer le « processus d'érosion » des mythes *risorgimentali*, durant les années du « miracle économique », lorsque la modernisation du pays amena à redéfinir les caractères de l'identité nationale.

Bien qu'elle soit tout aussi stimulante et éclairante que la première, on ne saurait évoquer ici de façon détaillée la seconde partie de l'ouvrage, consacrée de façon plus « concrète » à des « études de cas » ; à savoir l'évocation de la politique monumentale (le chapitre IV, *La politica monumentale a Roma*), de certaines célébrations (le chapitre VI, *Il 1859 nella memoria. Milano e le feste del cinquantenario*), la politique de certains musées (le chapitre VII, dont le

texte est inédit, *Il tempio conteso. Il Museo Nazionale del Risorgimento di Torino nell'Italia repubblicana (1946-1962)*), mais aussi l'analyse d'un intéressant journal intime d'une famille garibaldienne (le chapitre V, « *Il fascino irresistibile dei ricordi* ». *Memorie di una famiglia garibaldina*). Signalons toutefois que le dernier chapitre de l'ouvrage - le chapitre VIII, intitulé « *La 'bugia risorgimentale'. Risorgimento in mostra* » et consacré à l'analyse critique d'une exposition qui a eu lieu en 2000 à Rimini - permet de dépasser le *terminus ad quem* de 1961. Il offre en effet des ouvertures très instructives sur les enjeux ultra-contemporains des débats de mémoire concernant le Risorgimento ; il constitue le « pendant » de l'Introduction, dans laquelle Massimo Baioni évoque également, dans ses grandes lignes, la « *contesa* » actuelle - et donc également les « contestations » - du Risorgimento.

En effet, après ce que l'on a appelé la « crise de l'antifascisme » - et souvent du reste en liaison avec celle-ci - le Risorgimento est aujourd'hui lui aussi l'objet d'une « querelle ». Les critiques - qui ne sont pas toujours d'une teneur bien profonde, mais qui n'en sont pas moins significatives - proviennent essentiellement de deux secteurs de la société italienne. D'une part, comme on le sait bien, les leghistes, qui remettent en question l'unité prétendument « artificielle » de l'Italie, laquelle serait à l'origine d'une bonne partie des « maux » actuels du pays. D'autre part, comme on le sait peut-être moins, dans l'Italie de Jean-Paul II et de Benoit XVI - c'est-à-dire dans un pays où les polémiques entre « *cattolici* » et « *laici* » ont pris des tours extrêmement grinçants - il existe des secteurs intégristes du « *mondo cattolico* » (surtout celui qui gravite autour du mouvement *Comunione e Liberazione*) qui remettent eux aussi en question le Risorgimento. Celui-ci est parfois présenté comme une sorte de « scandale mains propres » avant la lettre, d'entreprise de corruption de l'Italie. Du reste, cette tendance à « contester » le Risorgimento va indéniablement de pair avec une sorte d'apathie, d'indifférence des institutions et de la « classe politique » à l'égard des célébrations de 2011, au point que cela a suscité récemment l'inquiétude du président émérite de la république, Carlo Azeglio Ciampi.

Sur ces questions, le sentiment exprimé par Massimo Baioni est qu'il existe une réelle distorsion, un véritable « grand écart », entre la vitalité des travaux des historiens - dont son ouvrage permet du reste, grâce à son appareil de notes extrêmement bien construit, de retracer la « cartographie » et les orientations - et la pauvreté des débats publics, due en partie à la médiocrité intellectuelle de « l'espace médiatique ». Si l'on peut sans doute partager ce constat assez désabusé, il est en même temps certain que le Risorgimento était encore considéré, dans les années soixante et soixante-dix, comme un sujet « démodé ». Aujourd'hui, en revanche, autour de cette question, on assiste indéniablement à une sorte de « reconsidération » historique des problématiques liées au thème de « l'identité italienne ». Du reste, comme l'affirme l'auteur lui-même dans son introduction, « la perception d'une crise profonde du système des partis a

modifié toute une série de paradigmes interprétatifs, et a amené, entre autres, à repenser des questions et des noeuds problématiques - l'idée de patrie, de nation, l'identité nationale (...) - qui pendant longtemps avaient été éludés ou refoulés par les chercheurs ».

En somme, il semble que l'on ait en quelque sorte « dépassé », de nos jours, la problématique des « caractères nationaux » des Italiens, ou encore la réflexion sur « l'Italie comme problème historiographique » (pour faire référence à deux ouvrages importants des années soixante-dix : *Storia d'Italia. I caratteri originali*, sous la dir. de R. Romano et C. Vivanti, Torino, Einaudi, 1972, et Giuseppe Galasso, *L'Italia come problema storiografico*, Torino, UTET, 1979). Certes l'Italie est toujours une « nation difficile », selon l'expression de Galasso (*Italia nazione difficile : contributo alla storia politica e culturale dell'Italia unita*, Firenze, Le Monnier, 1994). Mais il semble qu'émerge désormais davantage la question de « l'appartenance » à la nation (avec aussi, certes, toutes ses possibles et inquiétantes dérives « ethnicistes »). Bien entendu il est actuellement difficile de dire si ce phénomène - si tant est qu'il soit aujourd'hui avéré et qu'il se manifeste bien dans l'espace public - est propre à la gauche ou à la droite ; ni s'il faut se réjouir de cette « *riscoperta* » de la nation et de la patrie, dans une Italie où il était convenu, selon la célèbre expression d'un sociologue, que « le drapeau tricolore ne flottait qu'au stade ». En tous cas, si c'en est une, c'est une redécouverte ambiguë, et qui doit certainement être replacée dans un contexte de crainte à l'égard de l'intégration européenne ainsi qu'à l'égard de la mondialisation. Un contexte dans lequel sont attisées - et pas seulement en Italie - les « nouvelles » peurs relatives à la présence des immigrés, mais aussi relatives à la crise économique et à la « globalisation »; un contexte de repli sur un « nous » national, quant bien même ce « *noi* » resterait un « nous divisé ». Pourtant, si ce phénomène était aujourd'hui avéré, et si l'on assistait bien en Italie - en dépit de ce qui a été dit sur les « critiques » du Risorgimento - à une forme de « réinvestissement » de l'idée de nation et de patrie, alors il ne faudrait pas en sous-estimer l'importance, tant il est vrai que l'Italie a souvent été un « laboratoire politique » de l'Europe, un lieu d'expérimentations de nouvelles (ou d'anciennes) « recettes », du fait même de ce que Fernand Braudel appelait la « merveilleuse faiblesse italienne ».

Xavier Tabet